

## Conditions particulières de l'assurance complémentaire Global smart

**GO**

GOGA02-F4 – édition 01.10.2019

### Table des matières

<b>Art. 1</b>	But de l'assurance	<b>Art. 7</b>	Droit aux prestations
<b>Art. 2</b>	Risques couverts	<b>Art. 8</b>	Primes
<b>Art. 3</b>	Conditions d'admission	<b>Art. 9</b>	Franchises
<b>Art. 4</b>	Maintien et fin de couverture en cas de transfert du domicile à l'étranger	<b>Art. 10</b>	Sortie du cercle des assurés d'un programme d'assurance collectif et dissolution de la convention cadre
<b>Art. 5</b>	Résiliation du contrat d'assurance	<b>Art. 11</b>	Protection des données
<b>Art. 6</b>	Prestations assurées		

Les dispositions ci-dessous sont régies par les conditions générales pour les assurances maladie et accidents complémentaires (CGC), dont la date d'édition est mentionnée sur la police d'assurance.

### Art. 1 But de l'assurance

- Le but de cette assurance est de fournir aux assurés des prestations spécifiques en complément à l'assurance obligatoire des soins (AOS) selon la loi sur l'assurance-maladie (LAMal).
- Pour les personnes qui étaient soumises à l'assurance obligatoire des soins (AOS) et qui ont opté pour le maintien de leur couverture d'assurance conformément à l'article 7a de l'Ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) par la souscription d'une assurance facultative des soins selon la loi sur le contrat d'assurance (LCA) les prestations de l'assurance Global smart sont versées en complément à ladite assurance.
- L'assurance Global smart est composée de trois niveaux de couverture (module de base):
  - Niveau 1
  - Niveau 2
  - Niveau 3
- Ce module de base peut être complété par l'option «Upgrade hospitalisation en cas d'urgence à l'étranger».

### Art. 2 Risques couverts

Les prestations du produit Global smart sont octroyées en cas de maladie, d'accident et de maternité.

### Art. 3 Conditions d'admission

- Toute personne domiciliée en Suisse peut demander son adhésion à l'assurance Global smart, Niveau 1 et Niveau 2, sans limite d'âge. Pour le Niveau 3, la limite d'âge est fixée au jour de ses 65 ans.
- Dans le cas d'un programme d'assurance collectif, le cercle des personnes assurables ainsi que les conditions d'admission applicables pour les diverses catégories de

proposants sont définis par la convention cadre conclue entre l'entreprise assurée et l'assureur.

- Dispositions particulières concernant les collaborateurs de nationalité étrangère ou suisse qui sont transférés ou engagés par leur employeur pour venir en Suisse (ci-après «impatriés») respectivement les collaborateurs de nationalité étrangère ou suisse qui sont transférés à l'étranger par leur employeur (ci-après «expatriés») ainsi que les membres de leur famille.
  - a. En dérogation partielle aux art. 6 et 9 des CGC, l'assureur peut appliquer une procédure d'admission ou d'augmentation du risque couvert facilitée à l'égard des proposants ou assurés impatriés ou expatriés ainsi qu'aux membres de leur famille.
  - b. En dérogation à l'art. 7.2 des conditions particulières d'assurance (CP), des règles spécifiques peuvent s'appliquer à l'égard de cette catégorie d'assurées concernant le délai de carence de 12 mois pour les prestations de maternité.
  - c. La convention cadre conclue entre l'entreprise assurée et l'assureur définit ces spécificités.

### Art. 4 Maintien et fin de couverture en cas de transfert du domicile à l'étranger

- En cas de transfert du domicile à l'étranger en cours de contrat, l'assurance Global smart peut être conservée sans augmentation possible de la couverture d'assurance pour autant que l'assuré demeure soumis à l'assurance-maladie obligatoire des soins LAMal, en vertu de l'accord sur la libre-circulation des personnes UE/AELE ou d'autres conventions internationales de sécurité sociale, ou bénéficie d'une couverture selon l'art. 1 al. 2 des présentes conditions.

2. En dérogation à l'art. 14 let. d des CGC, aucun arrangement avec l'assureur n'est requis dans ce cas.
3. L'assuré domicilié à l'étranger doit informer l'assureur par écrit dans les 30 jours lorsqu'il ne remplit plus les critères mentionnés à l'art. 4, al 1 des présentes conditions. En cas de violation de cette obligation, l'assuré devra rembourser à l'assureur les éventuelles prestations versées à partir de la date à laquelle les critères précités ne sont plus remplis.

## Art. 5 Résiliation du contrat d'assurance

En dérogation à l'art. 13 des CGC, le contrat d'assurance peut être dénoncé par l'assuré au terme de 3 ans de couverture d'assurance et ensuite annuellement, pour la fin d'une année civile moyennant un préavis d'un mois.

## Art. 6 Prestations assurées

### 1. En Suisse

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Description
<b>Hospitalisation</b>	division commune	division commune	division mi-privée ou privée  La variante assurée est mentionnée sur la police d'assurance	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libre choix en Suisse selon le niveau choisi, d'un établissement hospitalier en soins généraux ou psychiatriques, pour les maladies de type aigu.</li> <li>- Prise en charge des coûts des traitements reconnus par la LAMal, des frais hôteliers à l'hôpital et des honoraires des médecins, selon la convention passée avec l'assureur ou la réglementation tarifaire cantonale.</li> <li>- Les établissements doivent être reconnus au sens de la LAMal (hôpitaux répertoriés) ou avoir conclu une convention tarifaire avec Groupe Mutuel Assurances GMA SA pour les divisions correspondantes.</li> <li>- Les prestations d'hospitalisation dans un établissement psychiatrique ne sont plus versées après 60 jours.</li> <li>- Après 180 jours d'hospitalisation en division mi-privée ou privée en cours d'une année civile, les prestations d'hospitalisation ne sont plus versées. La durée des prestations dans un établissement en soins psychiatriques (60 jours) est imputée sur les 180 jours précités.</li> <li>- L'assuré est tenu de se renseigner si l'établissement, la division d'établissement ou la clinique où il se fera soigner fait partie des établissements reconnus par l'assureur.</li> </ul>
<b>Traitements ambulatoires</b>	100%	100%	100%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libre choix du lieu de traitement en Suisse en cas de traitement ambulatoire reconnu au sens de la LAMal.</li> <li>- Prise en charge de la différence entre le tarif applicable au lieu de résidence ou de travail de l'assuré et le tarif en vigueur au lieu de résidence du fournisseur de prestations.</li> </ul>
<b>Médicaments limités et hors liste</b>	90%	90%	90%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Médicaments ordonnés par un médecin ou un prescripteur de soins reconnu LAMal, non pris en charge par l'assurance obligatoire des soins (AOS).</li> <li>- Exclusions: produits figurant sur la liste des produits pharmaceutiques pour application spéciale (LPPA).</li> </ul>
<b>Frais de transport</b>	90%	90%	90%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jusqu'à l'établissement hospitalier ou chez le médecin le plus proche pour autant que les dits transports soient médicalement nécessaires.</li> <li>- Cette contribution n'est allouée qu'en cas de transport par ambulance ou par hélicoptère. Les frais de transports publics (train, bus) nécessités par un traitement ambulatoire ayant pour but d'éviter une hospitalisation sont également pris en charge.</li> </ul>
<b>Médecines alternatives</b>	30%	60%	90%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des thérapies selon liste ci-dessous (point 6.2 liste des thérapies) exécutées par un médecin diplômé ou un praticien en thérapie naturelle reconnu par l'assureur.</li> <li>- Avant chaque traitement, l'assuré est tenu de se renseigner si le thérapeute où il se fera soigner fait partie des praticiens reconnus par l'assureur pour la thérapie envisagée.</li> </ul>
<b>Lunettes médicales et verres de contact</b>	Fr. 150.– chaque 3 ans	Fr. 200.– chaque 3 ans	Fr. 200.– chaque 3 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coûts des montures, verres ou lentilles de contact.</li> </ul>

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Description
<b>Traitements dentaires</b>	Aucune prestation	Jusqu'à 18 ans 50%, max. Fr. 2'000.-/ année civile  Dès 19 ans 50%, max. Fr. 500.-/ année civile	Jusqu'à 18 ans 50%, max. Fr. 2'000.-/ année civile  Dès 19 ans 50%, max. Fr. 1'000.-/ année civile	<ol style="list-style-type: none"> <li>Selon le niveau choisi, prise en charge uniquement des frais: <ul style="list-style-type: none"> <li>de traitements dentaires effectués par un médecin dentiste diplômé;</li> <li>de contrôle dentaire prophylactique annuel;</li> <li>de soins d'orthopédie dento-faciale;</li> <li>de laboratoire.</li> </ul> </li> <li>Pour les traitements dentaires consécutifs à un accident survenu après l'entrée en vigueur de l'assurance, le droit aux prestations est immédiat.</li> <li>Les prestations pour interventions prothétiques (remplacement de dents, pose de couronnes, de dents-pivots, de bridges, de prothèses partielles ou intégrales, etc.) sont, en cas d'accident, octroyées immédiatement après l'entrée en vigueur de l'assurance; pour les autres cas, elles sont accordées au plus tôt après 12 mois d'affiliation.</li> <li>Pour tous les traitements dentaires, les prestations d'assurance sont accordées après un stage de 3 mois, sous réserve des points 2 et 3 précités.</li> <li>Le tarif officiel LAA (nomenclature et valeur du point) est déterminant pour le calcul des prestations prises en charge; la majoration éventuelle ne peut excéder 50%.</li> <li>Les traitements à l'étranger sont pris en charge pour autant que le personnel médical étranger dispose d'une formation équivalente à la formation suisse et que les coûts ne dépassent pas ceux qui auraient été facturés en Suisse.</li> </ol>
<b>Cures thermales</b>	Aucune prestation	50%, max. 30 jours/ année civile	90%, max. 30 jours/ année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Frais de traitement et de pension en cas de cure thermale dans les établissements de cures balnéaires reconnus par l'Ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS).</li> <li>Les prestations sont octroyées si elles sont prescrites par un médecin reconnu au sens de la LAMal. Sous peine de déchéance du droit aux prestations, une demande d'autorisation ainsi que l'ordonnance médicale doivent être soumises à l'assureur au minimum 20 jours avant le début de la cure.</li> </ul>
<b>Cures de convalescence</b>	Aucune prestation	50%, max. 30 jours/ année civile	90%, max. 30 jours/ année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Frais de traitement et de pension en cas de cure de convalescence en Suisse dans les établissements reconnus par l'assureur, et ce pour autant que la cure soit ordonnée suite à une hospitalisation.</li> <li>Sous peine de déchéance du droit aux prestations, une demande d'autorisation ainsi que l'ordonnance médicale doivent être soumises à l'assureur au minimum 20 jours avant le début de la cure.</li> </ul>
<b>Aide à domicile</b>	50%, max. Fr. 1'500.-/ année civile	50%, max. Fr. 1'500.-/ année civile	90%, max. Fr. 2'500.-/ année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Frais résultant de l'engagement médicalement nécessaire d'une aide familiale appartenant à un service officiel et qui se charge des travaux domestiques et ménagers journaliers à la place de l'assuré. Tous les autres frais sont exclus (grand nettoyage, etc.).</li> <li>Aucune prestation n'est allouée lorsque l'assuré est reconnu invalide par l'assurance invalidité (AI), bénéficie d'une rente d'allocation pour impotent ou séjourne dans un établissement hospitalier, de cure ou de convalescence.</li> </ul>
<b>Cure de désintoxication de l'alcool</b>	Fr. 50.- /jour, max. 30 jours/ année civile	Fr. 100.- /jour, max. 30 jours/ année civile	Fr. 100.- /jour, max. 30 jours/ année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contribution aux frais de traitement et de pension en cas de cure résidentielle, dans un établissement spécialisé en matière de cures de désintoxication pour alcooliques.</li> <li>Seules les cures prodiguées par un établissement reconnu par la «Centrale de coordination nationale de l'offre de thérapies résidentielles pour les problèmes de drogue» sont prises en charge. La liste des établissements est disponible auprès de l'assureur.</li> </ul>
<b>Vaccins</b>	90%	90%	90%	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge des frais pour les vaccinations médicalement prescrites pour la Suisse (non comprises dans l'Ordonnance sur les prestations de l'assurance obligatoire des soins (OPAS)), ainsi que celles qui sont recommandées par l'Office fédéral de la santé publique en cas de départ à l'étranger.</li> </ul>
<b>Check-up</b>	90%, max. 1 tous les 3 ans	90%, max. 1 tous les 3 ans	90%, max. 1 tous les 3 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>Seuls les check-up définis et dispensés par un médecin reconnu au sens de la LAMal sont pris en charge. Le check-up comprend: <ul style="list-style-type: none"> <li>pour les personnes jusqu'à 40 ans, une consultation (examen prolongé), les analyses de glucose et de cholestérol</li> <li>pour les personnes de plus de 40 ans, une consultation (examen prolongé), un électrocardiogramme au repos, les analyses hématologiques et chimiques, de glucose et de cholestérol.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Seconde opinion</b>	90%	90%	90%	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge des frais résultant d'un deuxième avis médical avant une hospitalisation pour autant que la mention «seconde opinion» figure sur la note d'honoraires.</li> </ul>
<b>Promotion Santé</b>	50%, max. Fr. 200.-/ année civile	50%, max. Fr. 200.-/ année civile	50%, max. Fr. 200.-/ année civile	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prise en charge des frais résultant d'une cure dans un établissement ou fournisseur agréé par l'assureur, et cela dans les domaines de l'école du dos, du fitness et des prestations pour désintoxication au tabac.</li> <li>Si plusieurs mesures destinées à promouvoir la santé sont effectuées au cours de la même année civile, la prestation maximale totale prise en charge est de Fr. 200.-.</li> </ul>

## 2. Liste des thérapies «médecine alternative»

Naturopathie	Techniques du toucher	Autres
Acupuncture	Acupressure	Autophonie psychologie
Aromathérapie	Alexander	Biodynamique
Auriculothérapie	Cardio forme	Eurythmie
Biorésonance	Drainage lymphatique	Gestalt
Biothérapie	Etiopathie	Rebirthing
Chromothérapie	Fasciathérapie	Relaxation
Conseil en nutrition	Inochi thérapie	Sophrologie
Electroacupuncture	Intégration posturale	Thérapie NST
Eutonie	Kinésiologie	Tomatis (méthode)
Géobiologie	Massages	
Herboristerie	Médecine anthroposophique	
Homéopathie	Mésothérapie	
Iridologie	Métamorphose	
Irrigation colonique	Orthobionomie	
Kneipp thérapie	Ostéopathie	
Laserthérapie	Pédicure (soins fonctionnels)	
Magnétisme	Polarité	
Magnétothérapie	Rééquilibration énergétique	
Morathérapie	Réflexologie	
Naturopathie	Reiki	
Oxygénothérapie	Rolfing	
Peinture thérapeutique	Shiatsu	
Phytothérapie	Touch for Health	
Respiration	Trager	
Sympathicothérapie	Training autogène	
Test laboratoire	Vitalpraktik	
Ventouses		

## 3. A l'étranger

1. Les prestations ci-après sont valables dans le monde entier, à l'exclusion de la Suisse et du Liechtenstein, pour des traitements d'urgence qui ne sont pas couverts par les assurances sociales suisses ou étrangères ou par d'autres assurances privées.
2. Les prestations assurées correspondent à celles couvertes en Suisse lors de problèmes de santé semblables.
3. Les traitements volontaires à l'étranger doivent faire l'objet d'une demande écrite de la part de l'assuré et sont pris en charge uniquement sur accord préalable de l'assureur.
4. Les prestations ci-après sont prises en charge lorsqu'elles sont fournies par des personnes ou des institutions qui disposent de la formation, de la reconnaissance et de l'autorisation nécessaire des organismes sociaux étrangers.
5. Sous peine de déchéance du droit aux prestations, les cas d'hospitalisation et autres traitements coûteux faisant l'objet d'une demande de garantie financière de la part du fournisseur de soins doivent être annoncés préalablement à Groupe Mutuel Assistance au moyen du formulaire «annonce pour demande de garantie financière».
 

Les cas d'urgence doivent être immédiatement annoncés à Groupe Mutuel Assistance.
6. Paiement des prestations
  - Si plusieurs membres de la famille tombent malades ou sont accidentés simultanément, une facture séparée doit être demandée, pour chaque assuré: au médecin, à l'hôpital, au pharmacien, etc.
- Pour obtenir le remboursement des frais, l'assuré est tenu de fournir toutes pièces justificatives nécessaires (facture originales et détaillées, certificats médicaux, ordonnances, attestations de paiement, etc.).
- Est reconnu comme cours de change pour les factures de l'étranger le cours des devises officiel du franc suisse, au dernier jour de traitement.
- L'assureur reconnaît les tarifs usuels valables dans le pays ou la région de traitement. Il se réserve le droit de réduire les factures exagérément élevées.
7. Dispositions particulières concernant les personnes résidant à l'étranger et demeurant soumises à l'assurance-maladie obligatoire des soins LAMal ou les personnes ayant opté pour le maintien de leur couverture d'assurance conformément à l'art. 7a de l'OAMal par la souscription d'une assurance facultative des soins selon la LCA.
  - a. En dérogation à l'art. 6.3.3, les traitements volontaires à l'étranger des assurés précités ne sont pas soumis à l'accord préalable de l'assureur.
  - b. La durée maximale de couverture de 12 mois dès le passage de la frontière suisse prévue à l'art. 4.1 des CGC n'est pas applicable aux assurés en question.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Description
Traitements ambulatoires				Consultation, analyses, radiographies et médicaments reconnus.
Hospitalisation				Hospitalisation pour les traitements reconnus.
Frais de transport				Transports nécessités par le traitement vers le centre hospitalier le plus proche.
Rapatriement, recherche et sauvetage			La somme assurée s'élève au maximum à Fr. 100'000.- par année civile	Prise en charge uniquement des frais: - de transports en cas de rapatriement, y compris ceux d'une personne décédée, sur accord préalable de l'assureur - de recherche et sauvetage de l'assuré malade ou dont l'intégrité physique est menacée.
Visite d'un membre de la famille				Visite d'un membre de la famille de l'assuré hospitalisé depuis plus de 7 jours, à savoir: - les frais attestés pour le voyage aller et retour en classe économique et les transports publics jusqu'au lieu d'hospitalisation de l'assuré; - les frais de pension et de logement attestés, au plus cependant Fr. 250.- par jour jusqu'à concurrence de Fr. 2'000.-.

#### 4. Groupe Mutuel Assistance

Les prestations prévues par les conditions générales de l'assurance Groupe Mutuel Assistance (rapatriement et transport lorsque le sinistre intervient au-delà d'un rayon de 20 kilomètres du domicile de l'assuré, en Suisse et à l'étranger).

#### 5. Option «Upgrade hospitalisation en cas d'urgence à l'étranger»

Cette option peut être conclue par les assurés au bénéfice de la couverture Global smart Niveau 3 moyennant un supplément de prime. Elle donne droit au remboursement des frais de traitements et frais hôteliers en cas d'hospitalisation à l'étranger, jusqu'à concurrence de Fr. 3'000.- par jour et durant 60 jours au plus par année civile. Ces prestations sont servies en complément des autres prestations mentionnées au point 6.3.

### Art. 7 Droit aux prestations

Les prestations sont imputées en fonction des dates de traitement. Les frais postérieurs à l'épuisement des droits (prestations avec limite de durée ou de montant) ne peuvent être reportés sur l'année suivante.

Un cumul des prestations assurées en Suisse et à l'étranger n'est pas possible.

Dans la mesure prévue par les présentes conditions d'assurance, l'assureur rembourse les frais non pris en charge par l'AOS lorsque les prestations fournies émanent d'un médecin dont le diplôme est reconnu par le droit suisse ou d'une personne dûment autorisée et reconnue par l'assureur. L'assurance régie par les présentes dispositions ne peut en aucun cas servir à couvrir les quotes-parts et les franchises légales de l'AOS et des autres assurances complémentaires.

La couverture d'assurance s'étend cependant à la prise en charge des participations légales étrangères dans le cadre d'un traitement fourni hors de la Suisse et du Liechtenstein en application de l'accord sur la libre circulation des personnes UE/AELE ou d'autres conventions internationales de sécurité sociale.

#### 1. Etendue et durée des prestations en cas d'hospitalisation

Les prestations hospitalières sont limitées à la phase aiguë de la maladie. Dès que le malade n'est plus considéré de type aigu, en particulier lors de traitements d'affections stabilisées ou chroniques, ou lorsque le séjour hospitalier ne sert pas à améliorer l'état de santé de l'assuré, le droit aux prestations s'éteint.

#### 2. Couverture des prestations en cas de maternité

- Les prestations lors de traitements stationnaires en cas de grossesse et d'accouchement ne sont versées qu'après une période d'assurance de 12 mois.
- En cas d'interruption de la grossesse au sens de la LAMal et pour toute autre prestation en relation avec la maternité, le délai de carence prévu au point a. est applicable.
- Lorsqu'une assurée séjourne dans la division d'un établissement hospitalier correspondant à sa couverture d'assurance, l'assureur prend en charge également les frais de séjour pour le nouveau-né durant l'hospitalisation de la mère, pour autant que l'enfant soit au bénéfice d'une assurance de soins auprès de l'assureur dans les 30 jours suivant sa naissance. Les frais personnels ne sont pas couverts. Le point a. de ce point demeure réservé.

#### 3. Transplantations d'organes

Dans le cadre de la présente assurance, il n'y a pas de couverture d'assurance en cas de transplantations d'organes pour lesquelles la Fédération Suisse pour Tâches Communes des assureurs maladie à Soleure (SVK) a conclu des forfaits par cas (ces frais étant couverts par l'AOS). Cette règle vaut également pour les établissements hospitaliers pour lesquels aucun forfait par cas n'a été convenu.

#### 4. Option «Upgrade hospitalisation en cas d'urgence à l'étranger»

Les prestations mentionnées à l'article 6.5 des présentes CP (option «Upgrade hospitalisation en cas d'urgence à l'étranger») sont couvertes à condition que la police d'assurance le précise expressément.

## **Art. 8 Primes**

L'assuré qui, durant l'année, atteint le niveau maximal de sa classe d'âge est automatiquement transféré dans la classe supérieure au début de l'année civile suivante. Les classes d'âge déterminantes sont les suivantes:

- de 0 à 18 ans;
- de 19 à 25 ans;
- dès la 26<sup>e</sup> année et jusqu'à la 71<sup>e</sup> année, les classes d'âge s'échelonnent par tranches de cinq ans.

Les primes tiennent compte des classes d'âge susmentionnées.

## **Art. 9 Franchises**

1. Les assurés ont la possibilité de choisir les variantes suivantes:
  - sans franchise annuelle;
  - franchise annuelle de Fr. 500.-.
2. Les assurés ayant opté pour le Niveau 3 peuvent également choisir une franchise annuelle de Fr. 1'000.-.
3. Aucune franchise n'est prélevée sur les prestations du Groupe Mutuel Assistance.

## **Art. 10 Sortie du cercle des assurés d'un programme d'assurance collectif et dissolution de la convention cadre**

1. En cas de sortie du cercle des assurés d'un programme d'assurance collectif, les primes sont adaptées sur la base des tarifs individuels en vigueur.
2. La même règle est appliquée à l'égard des membres de la famille du collaborateur décédé assurés dans le cadre du programme d'assurance collectif.
3. Les réserves déjà existantes avant la sortie du cercle des assurés du programme d'assurance collectif sont maintenues.
4. L'entrée en vigueur du contrat conclu avant la sortie du cercle des assurés du programme d'assurance collectif est prise en compte pour le calcul des délais de carence.
5. Les prestations perçues avant la sortie du cercle des assurés du programme d'assurance collectif sont prises en compte pour le calcul des maxima de prestations.
6. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de dissolution de la convention cadre passée entre l'entreprise assurée et l'assureur.
7. L'assuré doit informer l'assureur par écrit de sa sortie du cercle des assurés du programme d'assurance collectif dans les 30 jours.  
En cas de violation de cette obligation d'avis, l'assuré devra rembourser à l'assureur l'éventuelle différence de primes résultant de l'adaptation prévue au chiffre 1.
8. En cas de dissolution d'une convention cadre prévoyant le paiement de tout ou une partie des primes par l'entreprise assurée, les primes dues pour les périodes d'assurance suivant la fin de la convention cadre sont facturées directement à l'assuré, qui est débiteur de leur paiement.
9. L'assuré peut dénoncer le contrat dans les trente jours suivant la réception de sa nouvelle police.

## **Art. 11 Protection des données**

### **Données personnelles et sensibles**

Le Groupe Mutuel, ses sociétés affiliées ou administrées par lui (ci-après: le Groupe Mutuel) traitent les données personnelles et sensibles du preneur d'assurance, de la personne assurée, et le cas échéant de leurs ayants-droits ou des personnes liées (ci-après: les personnes concernées). Par données personnelles, on entend les informations relatives aux personnes concernées qui incluent notamment celles relatives à la gestion du contrat d'assurance. Par données sensibles on entend les informations relatives à l'état de santé des personnes assurées et aux sinistres. Sont principalement traitées les catégories de données personnelles et sensibles suivantes: les données déclaratives des personnes concernées, c'est-à-dire celles que le Groupe Mutuel peut être amené à recueillir auprès des personnes concernées lors de la manifestation d'intérêt et/ou de la souscription à des produits et services qu'il fournit ou distribue; les données relatives aux prestations fournies ou de fonctionnement des produits et services ou de leur utilisation, notamment lors de l'utilisation des services en ligne; les données provenant de tiers, d'autres services ou d'informations publiques quand cela est autorisé.

### **Base juridique**

Le Groupe Mutuel traite les données personnelles et sensibles des personnes concernées et met en oeuvre les traitements sur la base des fondements juridiques suivants: le consentement des personnes concernées, respectivement le consentement exprès pour les données sensibles; les dispositions légales applicables aux activités du Groupe Mutuel (notamment la Loi fédérale sur la protection des données); le contrat conclu entre le Groupe Mutuel et les personnes concernées; l'intérêt public prépondérant ou l'intérêt privé prépondérant du Groupe Mutuel ou des personnes concernées.

### **Finalités**

Les données personnelles servent notamment à évaluer les risques à assurer, traiter les cas de sinistres, assurer le suivi administratif, statistique et financier du contrat, permettre la gestion de ses activités (statistiques, audit interne et externe, etc.) et le respect de ses obligations légales, l'amélioration et le développement des services fournis, l'optimisation et l'économie des coûts d'assurance, la réalisation d'opérations de prospection et de marketing, la gestion des demandes au titre des droits des personnes, la gestion des impayés et des contentieux, la lutte contre la fraude, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le détournement fiscal. A cet effet, ces données peuvent être communiquées, mutualisées et échangées entre le Groupe Mutuel et des tiers (voir ci-dessous). Ces échanges font l'objet de contrats précisant les obligations et les responsabilités de chacune des parties, ou se basent sur une disposition légale.

### **Sécurité**

Lorsque des données personnelles sont traitées, et au regard des risques que présentent les traitements, le Groupe Mutuel, ses intermédiaires d'assurances et autres mandataires (par exemple un réassureur), s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de respecter la législation relative à la protection des données. Ces dispositions comprennent notamment les mesures techniques, physiques et organisationnelles nécessaires pour préserver la sécurité des données personnelles et empêcher qu'elles ne soient modifiées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

### **Transfert des données**

Les données sont traitées de manière confidentielle et peuvent être communiquées à des tiers (par exemple: intermédiaires d'assurance, réassureurs, médecins, ayants-droits, office AI, sécurité sociale du pays de résidence de la personne assurée), y compris à l'étranger. Cette communication intervient sur la base d'obligations légales, de décisions judiciaires, des conditions générales d'assurance ou du consentement des personnes concernées. Le consentement doit être exprès s'il s'agit de données sensibles. Si le traitement des données fait l'objet d'un contrat de sous-traitance, d'outsourcing ou de collaboration avec des tiers, ces derniers s'engagent dans le cadre de leur relation contractuelle avec le Groupe Mutuel à respecter la législation relative à la protection des données. Le Groupe Mutuel sélectionne des sous-traitants présentant les garanties nécessaires. Les données confiées aux intermédiaires d'assurances seront enregistrées et transmises au Groupe Mutuel pour le traitement des demandes d'assurance et pour le suivi administratif et financier entre l'intermédiaire

d'assurance et le Groupe Mutuel. Ce dernier n'est pas responsable des traitements des données personnelles que la personne concernée a pu autoriser auprès de tiers ou ceux qui sont mis en oeuvre indépendamment du Groupe Mutuel. Il appartient aux personnes concernées de se référer aux politiques de protection des données de ces tiers pour vérifier les conditions des traitements réalisés, ou pour exercer leurs droits au titre de ces traitements.

### **Profilage**

Au cours de sa relation avec le Groupe Mutuel, il est possible que la personne concernée fasse l'objet d'un profilage marketing, afin que l'assureur lui propose des services et produits qui correspondent à ses attentes, son profil et ses besoins. Les modalités de ce profilage sont précisées dans la politique de protection des données idoine. D'autres types de profilages peuvent avoir lieu pour les finalités exposées plus haut.

### **Durée de conservation**

Les données personnelles sont conservées aussi longtemps que la législation, la gestion du contrat d'assurance, des sinistres, des droits de recours, du recouvrement et/ou d'éventuels litiges entre le Groupe Mutuel, l'assuré, l'intermédiaire d'assurance ou des tiers l'exigent.

### **Droits d'accès et de rectification**

Les personnes concernées ont le droit d'accéder à leurs données personnelles, de faire corriger ces données, de faire supprimer leurs données dans la limite des dispositions légales applicables, de faire limiter un traitement, de demander la portabilité des données, de retirer leur consentement à un traitement de données personnelles sous réserve des traitements nécessaires à l'exécution du contrat, d'en appeler à l'autorité de surveillance compétente.

### **Data Protection Officer**

Le Groupe Mutuel a désigné un Data Protection Officer qui peut être contacté à l'adresse suivante: [dataprotection@groupemutuel.ch](mailto:dataprotection@groupemutuel.ch).

De plus amples informations relatives à la protection des données sont disponibles sur le site Internet du Groupe Mutuel: [www.groupemutuel.ch](http://www.groupemutuel.ch).